



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Attribution des sous-concessions de plages sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vu confier, par l'Etat, par arrêté préfectoral n°DDTP34 – 2013 – 01 – 02857, la concession de la gestion du domaine maritime de sa plage naturelle. Cette concession est échue depuis le 31 décembre 2017.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dispose dans son article 2, alinéa I-6-k, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat, en lieu et place des communes, pour les plages, dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Après avis de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la Métropole a lancé une nouvelle procédure de demande de concession en juin 2016 (délibération n°13965). Le dossier définitif a été enregistré par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) le 10 février 2017 et a été soumis le 6 juillet 2017, après instruction des différents services concernés, à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, qui a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte, avant l'enquête publique, de deux observations mineures qui ont été levées.

Par délibération n°15082 du 28 décembre 2017, la Métropole a sollicité l'Etat pour la prorogation d'un an de la concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents, en application de l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2018-09226, les services de l'Etat ont acté la prorogation d'un an à Montpellier Méditerranée Métropole de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En mars 2018, les intempéries accompagnées de submersion marines exceptionnelles ont notablement modifié le trait de côte sur le secteur du Pilou, ce qui a conduit la Métropole à reprendre le dossier de concession en repositionnant les lots sur ce secteur.

L'enquête publique relative au projet d'attribution par l'Etat à la Métropole de concession des plages naturelles de Villeneuve-lès-Maguelone s'est déroulée du 3 décembre 2018 au 4 janvier 2019 conformément à l'arrêté préfectoral n°2018-1-1191. Le procès-verbal du Commissaire Enquêteur, faisant suite, ne fait l'objet d'aucune opposition.

Parallèlement à cette enquête publique, la Métropole a lancé une consultation pour l'attribution de conventions d'exploitation de ces plages en délégation de service public.

Toutefois cette procédure a dû être abandonnée, la Métropole n'étant pas en capacité de confier l'exploitation de ces plages tant qu'elle n'a pas, elle-même, été titrée par l'Etat.

La tardiveté de l'arrêté Préfectoral concédant l'exploitation de ces plages ne permet plus à la Métropole de lancer dans des conditions normales la procédure de délégation telle que prévue par le code général des collectivités territoriales avant le début de la période estivale 2019.

Dans cette situation d'urgence, afin de permettre la continuité du service public balnéaire et après avis des services de l'Etat, il vous est proposé de contractualiser pour cette saison avec les exploitants en place en application de l'article L3121-2 du code de la commande publique, ceci tout en préparant les conditions d'une procédure de délégation de service public pour les saisons suivantes.

A ce titre, il est proposé que :

Le lot n°1, situé sur la plage du Prévost, ayant comme activité principale la location de matériels de plage et comme activité accessoire la restauration froide ou chaude, soit attribué à la SARL LOISIRS D'ETE.

Surface du lot n°1 : 1 000 m² avec la répartition suivante :

- Surface réservée aux activités balnéaires : 800 m²,
- Surface réservée aux terrasses (couvertes ou pas) : 200 m²

L'exploitant s'acquittera, envers le concessionnaire, d'une redevance d'un montant de 12 400 euros au titre de l'année 2019 payable en deux échéances d'un montant identique.

Le lot n°2, situé sur la plage du Prévost, ayant comme activité principale la location d'engins de plage motorisés ou pas, et de sports nautiques au-delà de la bande des 300 m, soit attribué à la société JET7 LOCATION.

Surface du lot n°2 : 300 m² avec la répartition suivante :

- Surface réservée aux activités balnéaires : 279 m²,
- Surface réservée aux terrasses (couvertes ou pas) : 21 m².

L'exploitant s'acquittera, envers le concessionnaire, d'une redevance d'un montant de 10 270 euros au titre de l'année 2019 payable en deux échéances d'un montant identique.

Le lot n°3, situé sur la plage du Pilou, ayant comme activité principale la location de matériels avec engins nautiques non motorisés, soit attribué à l'association Plage Maguelone.

Surface du lot n°3 : 750 m² avec la répartition suivante :

- Surface réservée aux activités balnéaires : 600 m² :

Dont surface de bâti clos et fermé uniquement réservé au rangement du matériel de l'activité balnéaire : 12 m² ;

- Surface réservée aux terrasses (couvertes ou pas) : 150 m² ;

Dont surface de bâti clos et fermé : 88 m².

L'exploitant s'acquittera, envers le concessionnaire, d'une redevance d'un montant de 300 euros au titre de l'année 2019.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature des conventions, dès que la Métropole aura été titrée par l'Etat,
- approuver l'attribution des lots 1, 2 et 3 des sous-concessions de plage pour la saison estivale 2019 dans les conditions fixées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82712-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION EXPLOITATION PLAGE LOT 1.docx
- CONVENTION EXPLOITATION PLAGE LOT 2.docx
- CONVENTION EXPLOITATION PLAGE LOT 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.